

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

Vitam impendere vero.

Du Samedi 29 Janvier 1791.

Grand Dialogue qui n'est pas sans intérêt. —

Différentes nouvelles qui peuvent faire naître
bien des réflexions.

QUELQU'UN arrive chez moi hier. --- Monsieur, quel vacarme aux Jacobins, ils sont dans le délire, dans le transport de la rage. --- Quel est l'objet de leur fureur? --- Tout ce qui les entoure, tout ce qui n'est pas eux. Fort bien, c'est leur habitude; mais quel est la cause qui produit maintenant leur chaleur? Voilà ce que je voulois dire. --- La cause, il y en a beaucoup, à ce qu'il paroît, leur agitation excessive annonce une grande

inquiétude ; & il semble qu'elle est irritée par plus d'un motif ; mais c'est sur-tout le club des amis de la constitution monarchique qui allume leur bile aujourd'hui. --- Cela ne m'étonne pas ; mais ils prennent une route bien gauche : ils le calomnient , & le font colonnier avec un acharnement qui décèle leur jalousie , & rien n'est en même-temps plus absurde que les imputations dont ils se chargent. --- Je conçois qu'en définitif cette conduite ne peut que leur faire le plus grand tort ; mais, en attendant, ils déclarent mauvais citoyens & traîtres à la patrie tous ceux qui sont de ce club, & ils prennent ses détracteurs sous leur protection par une délibération publique. --- Qu'est-ce donc, Monsieur, qu'une société qui déclare des citoyens, non - damnés, non - accusés, même traîtres à la patrie ; qu'est-ce qu'une société qui dispose ainsi de sa propre autorité de l'honneur, de l'état, de la sûreté, de la vie même des citoyens, qui offre sa protection, comme une sauve-garde, qui ordonne des proscriptions à son gré, & pas un seul acte de sa volonté ? --- Je conçois bien que c'est une assemblée de tyrans. --- Comment des tyrans, mais des tyrans les plus à craindre ; des tyrans qui menacent toutes les libertés, tous les droits, toutes les vies même. Est-ce donc ainsi qu'ils exécutent le serment qu'ils ont renouvelés avant-hier avec une ostentation si perfide de maintenir la constitution de tout leur pouvoir ? Est-ce donc exécuter la constitution que de se mettre au-dessus de toutes les lois, & de n'en respecter aucune ? Il y en a une qui porte que tous les citoyens sont libres de se rassembler pour se communiquer leurs réflexions, s'éclairer par leurs opinions ; & ces Messieurs veulent

absolument que cette loi ne soit faite que pour eux ; ils ne permettent à personne autre d'en profiter ; certes, ceux qu'ils oppriment ainsi ne sont pas libres. Ecoutez , voici ma profession de foi. Au fonds je ne suis point ami des clubs. Je n'en voudrois aucun. Je les crois tous très-dangereux. Ce sont des foyers de cabales , d'intrigues : ils offrent des ressources , des facilités aux complots & aux factions ; mais enfin il faut , ou les proscrire tous , ou les souffrir tous , car s'il n'en subsiste qu'un , il deviendra dominateur , & sera bientôt nécessairement despote , & c'est aussi le but où tend le club des Jacobins , c'est pour cela qu'il ne veut point absolument en souffrir d'autre. Oh ! mes chers concitoyens , prenez y garde , il est déjà bien près ce club du but qu'il se propose ; s'il l'atteint une fois , allez , c'en est fait de votre liberté ; maître de toutes les opinions , maître de tous les moyens de propager sa doctrine , & d'étouffer la contradiction , il vous conduira avec une verge de fer. Vous n'aurez plus un roi juste & bon qui régnera par la loi sans pouvoir l'enfreindre ; vous aurez une assemblée , un club de despotes arbitraires qui feront ployer la loi à tous leurs caprices , & qui substitueront au gouvernement simple d'une monarchie tempérée les élans , les convulsions , les désordres de l'olégarchie , c'est-à-dire , le règne de la violence & de la barbarie.

Voyez comme déjà ils marchent à grands pas dans cette carrière ; voyez jusqu'à quel point ils poussent l'esprit d'invasion ; ils veulent que la liberté de s'assembler ne soit que pour eux , toute autre association est

poursuivies par l'imposture, la calomnie, le fer & le feu. Ils veulent que la liberté de la presse ne soit que pour eux; tous autres écrits sont dénoncés indistinctement comme dangereux; & tous les moyens, n'importe de quel genre, sont employés pour en empêcher la lecture.

Mais, moi sur-tout, je leur déplaît: mon titre les irrite; ils le font décrier avec un soin & une affectation qui vont jusqu'au ridicule.

Hier deux hommes d'une figure sinistres s'arrêtent sur le pont aux Changes à une boutique où ils apperçoivent mon écrit: en voilà, disent-ils, (en voilà! ils faisoient donc une revue à ce sujet), un particulier en achète: --- Monsieur, disent-ils, vous croyez acheter l'Ami du Peuple, c'en est un faux.

Un faux! moi je crois que c'est le vrai, car je lui dis à ce peuple, aimez votre liberté, mais ne la tenez pas par la licéne, soyez soumis à la loi, elle seule peut la protéger efficacement, & fermer l'oreille aux insinuations perfides des turbulens qui ne veulent vous soulever que pour vous asservir.

Je crois que ce conseil n'a rien de répréhensible; qu'il est meilleur que celui du forcené Marat, qui vous dit: tuez, pilliez, assassinez, brûlez. Que s'en suivra-t-il de cela? que vous mourrez de faim dans un désert, enchaînés par les traîtres qui vous auront égarés.

Pourquoi donc suis-je poursuivi par les Jacobins, tandis que le furieux Marat est leur favori, & jouit de leur étonnante protection?

Amusons-nous maintenant de quelques nouvelles.

Département du Lot.

Depuis que M. Desparbés a envoyé ici quelques troupes de cavalerie & d'infanterie, nous sommes un peu plus tranquilles; cependant la fermentation est toujours grande parmi les payfans, & le peuple auxquels les instigateurs ont inspiré une si grande peur d'être attaqués, qu'il ne se dit aucune messe dans les paroisses de campagne qu'ils ne posent des sentinelles armées à la porte des églises pour les avertir en cas du prétendu danger qu'ils craignent; maintenant ils n'incendient plus; mais de leur propre autorité, ils abattent certains châteaux dans les endroits, où, comme à Moncuq, la municipalité paroît les approuver, ainsi que vous le connoîtrez par le fait suivant. Les payfans s'étant attroupés pour démolir le château de Bagat, près Moncuq, cette municipalité en fut instruite ainsi qu'un officier du régiment de Royal-Pologne, commandant dans ce lieu un piquet de trente hommes. La municipalité ne disant mot, cet officier plein de zèle pour le bien public, fit dire à cette municipalité de le requérir, & qu'il se chargeoit avec ses trente hommes, de dissiper cet attroupement; il n'en eut point de réponse, & le château a été démoli.

Du 11 janvier. Les insurrections continuant toujours dans nos voisinages, un couvent de chanoinesses de Saint-Augustin a été attaqué par des payfans armés; ils ont forcé ces dames à vuidier leurs greniers pour restitution de dîmes & de rentes, & leur demandent le remboursement de quatre ou cinq mille livres des frais d'un procès gagné, il y a plus de vingt ans, contre eux. Un détachement de vingt-cinq soldats de

Languedoc est allé garantir ces pauvres religieuses de nouvelles insultes, & les dispensera peut-être d'exécuter le projet forcé de se retirer à la ville ou dans leurs familles.

Comment veut-on ramener les douceurs de la tranquillité, les bienfaits du commerce avec une pareille effervescence. L'homme riche est obligé de fuir, il est ruiné, &, après bien des agitations, le peuple ne trouve pour résultat de ses excès que la misère & le désespoir.

Respectez la loi, & tous les canaux se r'ouvriront, vos villes se repeupleront, & vous vivrez libres sous un gouvernement régénéré, guéri de ses plaies, & corrigé de ses abus.

Reims, du 7 janvier.

Il s'est établi ici un club des amis de la constitution, qui donne beaucoup d'inquiétude aux gens qui aiment la paix. Les campagnes des environs étoient tranquilles depuis quatre à cinq mois; les troubles s'y annoncent de nouveau. Le département de Laon a fait, il y a peu de temps, une proclamation aux districts, aux villes, à toutes les municipalités de son ressort, tendante à animer le peuple. --- Il me semble avoir remarqué que tout ce qui entoure Paris y forme un atmosphère de tranquillité, & que ce n'est qu'à mesure que les rayons divergent plus du centre que le trouble se développe & se fait plus sentir. Cette politique convient à leur dessein; près du centre on sauroit trop vite la vérité, & les rapports à l'assemblée seroient démentis sur le champ même par des pièces authentiques & par des témoins oculaires.

Voilà donc les effets que produit par-tout la présence des Jacobins; les désordres, les tumultes, les mépris des lois marchent à leur suite. Le premier symptôme de leur domination est l'effervescence. Est-ce ainsi que l'on mène le peuple au bonheur, qui ne peut exister qu'avec la paix?

Rouen , 12 janvier.

Nous avons ici un club jacobite, d'environ trois cents personnes, affilié à celui de Paris; ce club a son comité de recherches, son comité des rapports; l'information est complète: on m'a assuré qu'il y a quelques jours, un des membres ayant demandé & obtenu la parole, monta à la tribune & y fit la motion que le bien de la révolution exigeoit qu'on fit tomber cinq ou six têtes dans Rouen.

La société ne donna pas le temps à l'orateur d'indiquer ses victimes, le fit descendre de la tribune, le renvoya de l'assemblée, & lui défendit d'y revenir. Le club a soin de se répartir dans les assemblées primaires, il parvient à placer dans les corps administratifs ceux de ses membres qu'il veut. Nous n'avons pas ici de district permanent; les sections ne s'assemblent que sur la convocation de la municipalité, soit pour l'élection des officiers municipaux, soit pour celle des juges de paix. Aussitôt ces élections faites, les assemblées sont rompues; elles sont peu nombreuses. La population passe cent vingt mille âmes; il y a au moins vingt mille citoyens actifs; cependant, il n'y avoit eu en mars 1790, pour l'élection du maire, que deux mille six cent quatre vingt-neuf votans, & ce nombre diminua prodigieusement aux élections suivantes. En novembre dernier, il y avoit au plus sept cents votans; enfin, à l'élection des juges de paix, le nombre des citoyens étoit d'abord environ sept cent cinquante, mais il s'accrut précipitamment jusqu'à douze cents cinquante ou treize cents, parce qu'ils

y eut cabale pour faire élire deux avocats jusqu'alors inconnus, mais membres du club. Trois classes d'hommes s'éloignent des assemblées : ceux qui aiment la tranquillité, ceux qui ne perdent rien, & sont égoïstes, & ceux qui ont tout perdu, sont mécontents de la révolution & ne tiennent plus à rien. --- Je crois pouvoir assurer que la tranquillité dont nous jouissons ne sera pas troublée, le peuple de Rouen ne s'est pas encore souillé de sang; il est doux, respecte la loi & l'enfreint rarement. On est convaincu que le gouvernement monarchique est le seul qui puisse convenir à l'étendue de la France & à son immense population; si on osoit se parler librement, les trois quarts & plus des habitans se diroient ce qu'ils sont en effet, les amis de la constitution monarchique; mais la crainte d'être appelés aristocrates, & d'être victimes d'une fureur populaire qu'ils redoutent mal à propos, je crois, impose silence. A un petit nombre près, c'est-à-dire, un cinquième ou un quart des habitans qui ne connoissent que la licence qu'ils prennent pour la liberté, tout le monde est las des troubles, chacun fait des vœux pour le prompt retour de l'ordre. *Le mécontentement va même, dans quelques individus, jusqu'à préférer le despotisme d'un souverain à l'état d'anarchie où nous sommes, s'il devoit durer.*

Ils ont tort, il faut détester le despotisme, & le poursuivre par-tout où il existe. Nous sommes heureusement libres, il faut conserver notre liberté; nous avons peu de choses à faire pour y réussir. Il suffit de demeurer attachés à la constitution, d'exécuter les lois qu'elle nous a données, de respecter les pouvoirs qu'elle a établis, & de mépriser tous ceux qui veulent nous porter à des actes criminels de fureur & d'insubordination.

De l'Imprimerie du véritable Ami du Peuple.